



Consultation n°2025-036

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Exploitation et maintenance multi technique du bâtiment Sébastienne GUYOT  
de CentraleSupélec à Paris**

Marché public de fournitures et de services (CCAG-FCS)

## SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES .....	3
2.	FORME DU MARCHE .....	3
3.	DUREE DU MARCHE .....	4
4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
5.	CLAUDE DE REEXAMEN .....	5
6.	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	5
7.	OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	5
8.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	10
9.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	14
10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	15
11.	PENALITES.....	15
12.	REMISE DU MATERIEL EN FIN DE CONTRAT .....	16
13.	PRIX DU MARCHE.....	17
14.	MODALITES DE REGLEMENT .....	18
15.	ASSURANCE .....	20
16.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....	20
17.	DIFFERENDS .....	20
18.	RESILIATION DU MARCHE .....	20
19.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE .....	21
20.	: DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE AUX MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES .....	21

## 1. Dispositions générales

---

### 1.1. Préambule

CentraleSupélec est un Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un Grand Établissement, relevant de la tutelle conjointe du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère chargé de l'Industrie.

Forte de ses campus de Paris-Saclay, Metz et Rennes, CentraleSupélec compte :

- 4200 étudiants, 370 enseignants/enseignants-chercheurs en interaction avec son réseau international ;
- 3 écoles à l'étranger (Chine, Inde et Maroc) et 5 laboratoires internationaux associés (Brésil, Canada, États-Unis et Chine) ;
- L'École est partenaire de 176 universités étrangères et de 140 entreprises ;
- 800 administratifs et doctorants travaillant dans les trois campus.

### 1.2. Objet du marché

La présente consultation a pour objet l'exploitation, la maintenance multi techniques (N1-N5), le maintien de la performance énergétique (dont le cadrage d'un contrat de performance) et la réalisation de certains travaux, au sein du bâtiment Sébastienne Guyot.

Les prestations techniques qui font l'objet du marché se décomposent comme suit :

Codes	SECTIONS TECHNIQUES
01	CLOS COUVERT
03	CHAUFFAGE/VENTIL/CLIMATISATION/DESENFUMAGE
04	PLOMBERIE/SANITAIRES
05	PROTECTION INCENDIE
06	ACCES AUTOMATISES
07	COURANTS FORTS ET ECLAIRAGE
08	COURANTS FAIBLES
09	APPAREILS ELEVATEURS
10	CUISINE / RESTAURATION
11	VRD

Le marché public a fait l'objet d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2124-2, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Ce marché ne comporte pas de variantes, d'options ni de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

## 2. Forme du marché

---

Il s'agit d'un accord-cadre composite avec, sur la durée totale du marché:

- Une partie globale et forfaitaire pour l'exploitation et la maintenance (estimé à 400 000 euros) selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Une partie à bons de commandes sur Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et sur devis pour les prestations de maintenance préventive et/ou corrective non incluses dans le forfait (estimé à 140 000 euros)
- Une partie à marché subséquent sur devis concernant des travaux hors activité de maintenance courante (estimé à 300 000 euros)

Ces dernières prestations seront également rémunérées selon un pourcentage de rémunération de maîtrise d'œuvre pour le pilotage des travaux, fixé contractuellement dans le cadre de mémoire technique.

Soit une estimation totale du marché pour l'ensemble des prestations et pour la durée totale du marché de 800 000 euros HT

Le montant maximum pour la partie à bons de commande et à marché subséquent est fixé à 440 000 euros pour la durée totale du marché.

La procédure de passation utilisée est la procédure formalisée ouverte en application de l'article R2124-2 du Code de la commande publique.

Le présent marché public ne donne pas lieu à allotissement car le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions de coordination de la prestation. Par ailleurs, la dévolution en lot risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **3. Durée du marché**

---

Le marché a une durée de 24 mois. Il est renouvelable tacitement pour 2 périodes d'un an chacune, sans pouvoir excéder 48 mois. En cas de non-renouvellement, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire par écrit au minimum deux mois avant la date d'anniversaire du marché.

La notification prévisionnelle est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 2025 avec période de mise en place du marché de cinq mois maximum conformément aux dispositions de l'article 2.2.1.1 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **4. Documents contractuels**

---

Le présent marché, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La mise au point le cas échéant,
- Les avenants le cas échéant,
- Les bons de commande
- Les devis
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 31 mars 2021.
- L'offre financière du titulaire
- Le cadre de mémoire technique du titulaire

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de CentraleSupélec, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## **5. Clause de réexamen**

---

Il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles
- Dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique demandée (article 4.4.1 du CCTP), en cas de modification durable des usages, une modification des objectifs de performance pourra faire l'objet d'un réexamen
- Concernant la partie à bons de commande ou à marché subséquent, pour tout nouveau besoin de CentraleSupélec, le titulaire s'engage sur une offre financière raisonnable et respectueuse du prix moyen pratiqué dans le secteur économique. Le titulaire devra, à la demande de CentraleSupélec, apporter les preuves objectives des prix qu'il propose en communiquant ses motifs économiques, en comparaison notamment de prestations identiques, similaires ou équivalentes, réalisées pour d'autres clients et/ou par d'autres prestataires sur le marché en cours. A défaut l'offre ne sera pas acceptée.

Evolution de la réglementation : la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent marché, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

## **6. Réalisation de prestations similaires**

---

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat peut être conclu avec le titulaire au plus tard trois ans après la notification du présent marché.

## **7. Obligations générales des parties**

---

### **7.1. Représentation**

#### **7.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

### 7.1.2 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### 7.1.3 Sous-traitance

Conformément aux articles R. 2193-4 à R. 2193-8 et R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, et en application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans le marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article du code. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du GGAG/FCS, une pénalité égale 1/300 du montant hors taxes du marché, Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

## **7.2. Obligations spécifiques du titulaire**

### 7.2.1 Obligation de résultat

Le présent marché, est soumis à un **engagement de résultats** de la part du Titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités telles que prévues à l'article 16 du présent CCAP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS et de l'article 18 du présent CCAP

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.

### ***7.3. Protection de main- d'œuvre et conditions de travail***

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### ***7.4. Comportement du personnel***

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

### ***7.5. Protection des données à caractère personnel***

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 1 an.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,

- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### ***Autorisation de désignation d'un autre prestataire***

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### ***Droit d'information des personnes concernées***

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### ***Exercice des droits des personnes***

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [achatsetmarches@centralesupelec.fr](mailto:achatsetmarches@centralesupelec.fr)

#### ***Notification des violations de données à caractère personnel***

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : Courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;



- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

### ***Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations***

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### ***Mesures de sécurité des données à caractère personnel***

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### ***Durée et modalités de conservation des données***

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 12 mois

### ***Sort des données***

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

### ***Délégué à la protection des données***

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### ***Registre des catégories d'activités de traitement***

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,

- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **8. Modalités d'exécution des prestations**

---

### **8.1. Condition d'exécution**

- 8.1.1 : Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché public, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) soumise à l'acheteur dans son offre et modifiée si nécessaire au démarrage des prestations, après notification du marché public. Cette composition de l'équipe affectée au projet indique le détail des attributions, du niveau et des rôles respectifs des membres de l'équipe.

- 8.1.2 : Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

- 8.2.2 : Connaissance des lieux et des équipements

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance.

Tout le personnel mis à la disposition de la personne publique, dans le cadre du présent marché public, doit posséder la connaissance des installations et équipements mis en œuvre.

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement, sont mentionnés dans le CCTP, dans les dossiers des ouvrages exécutés et dans leurs différentes annexes.

Ces éléments sont donnés à titre indicatif, le Titulaire étant réputé avoir vérifié, préalablement à l'établissement de son offre, les éléments fournis par la visite des installations et locaux, et la consultation des documents. Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché ne remettent en cause, en aucun cas, le montant de maintenance récurrent du marché.

## **8.2. Exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les équipements en état normal de fonctionnement. Il restitue toute la documentation d'exploitation et de maintenance qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché.

Le Titulaire s'engage, pendant le dernier mois de son marché, à accepter la présence éventuelle et à initier le personnel du nouveau Titulaire sans rémunération supplémentaire. Cette formation doit en particulier comprendre la communication de tous les documents et instructions reçus et l'autorisation au personnel du nouveau Titulaire d'accéder aux installations avant expiration du marché.

Pendant cette période, il est précisé que le Titulaire entrant n'a aucunement la possibilité d'intervenir sur les installations qui restent sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi en début et en fin de marché.

Trois mois au plus avant l'expiration du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien, du stock de pièces détachées, est établi avec la présence éventuelle du nouveau Titulaire désigné.

Le Titulaire dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Toute dépense pour la remise en état des équipements et des installations ou le remplacement des documents provenant d'un manquement du Titulaire aux obligations du présent marché lui est retenue.

## **8.3. Modalités pour les prestations à marché subséquent**

### 8.4.1 : Dispositions générales

Les prestations faisant l'objet de marchés subséquents sont définies à l'article 3.2 du CCTP. Ces marchés subséquents sont passés sous forme de demande de devis selon l'annexe 7 du CCTP. Cette dernière indique le coût proposé par le titulaire pour l'opération demandée ainsi que le pourcentage des frais de maîtrise d'ouvrage et de déplacement de l'opération concernée. Ce pourcentage reste inchangé pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Après acceptation du devis par les parties comprenant le planning de réalisation, le bon de commande correspondant sera transmis au titulaire. La notification du bon de commande vaut notification du marché subséquent.

#### 8.4.2 : Modalités de passation

Les prestations ou travaux complémentaires des dispositions du 3.2 du CCTP sont réalisés à la demande de CentraleSupelec ou sur proposition du titulaire.

Ces prestations donnent lieu à la passation d'un marché subséquent.

Les marchés subséquents sont passés sous forme d'une demande de devis (selon l'annexe 18) adressée au titulaire. Cette demande est réalisée par courriel avec demande d'accusé de réception.

Le titulaire produit, dans un délai de 15 jours calendaires maximum à compter de la demande qui lui est faite, une proposition détaillée (devis) conforme à l'annexe 7 du CCTP.

Ce délai commence à courir à compter de la date de réception, par CentraleSupelec, de l'accusé de réception du courriel. Le titulaire reconnaît être parfaitement informé, qu'en tout état de cause, la demande de devis est réputée réceptionnée le 1er jour ouvré qui suit le jour de l'envoi du courriel.

Le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande de devis sous peine d'application des pénalités. Le devis présenté par le titulaire constitue son offre financière et technique.

Pour l'établissement de son devis, le Titulaire doit se rendre sur site pour évaluer les travaux à réaliser (métrés, matériaux, quantités...). Il en informe dès lors l'interlocuteur de CentraleSupelec.

L'accord de CentraleSupelec est matérialisé par un bon de commande précisant la date limite de réalisation des travaux est indiquée, telle que convenue avec le titulaire.

Un retard dans la production du devis ou réalisation de la commande peut donner lieu à l'application de pénalités.

Le personnel affecté à l'exécution de ces prestations doit être spécifiquement dédié (différent de l'équipe en charge de la maintenance) et qualifié pour ce faire.

La main-d'œuvre est rémunérée en fonction du temps d'intervention exprimé en pourcentage de maîtrise d'œuvre pour le pilotage des travaux.

Le Titulaire garantit à CentraleSupelec le meilleur prix sur l'ensemble des pièces détachées et des fournitures remplacées. A cet effet, le Titulaire propose, pour chaque pièce détachée et fourniture de rechange d'un montant supérieur à mille cinq cents (1500) Euros HT, au moins deux devis de deux entreprises (sauf en cas d'urgence, pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens ou d'anomalie perturbant le fonctionnement normal du bâtiment).

#### 8.4.3 : Durée de validité des devis

La durée de validité de devis est de 3 mois, à compter de sa réception par CentraleSupelec.

Le coût de réalisation du devis ne peut en aucun cas être facturé. L'absence de notification du marché subséquent n'ouvre droit à aucune indemnité.

#### 8.4.4 : Notification des marchés subséquents et délais d'exécution

Le marché subséquent est réputé notifié par l'envoi d'un bon de commande par CentraleSupelec. Ce bon de commande vaut ainsi ordre de réalisation des prestations.

La date de fin de la prestation correspond à la date de réception des travaux.

Les opérations de réception comprennent également le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux, constatée dans le procès-verbal de réception conformément aux dispositions de l'article 2.2.7 du CCTP.

Le repliement des installations après les interventions et la remise en état des sites occupés pendant les travaux sont compris dans les délais d'exécution de la prestation.

CentraleSupelec se réserve le droit de conclure des marchés subséquents à tout moment pendant la durée du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée de l'accord-cadre dès lors que le marché subséquent a été notifié avant l'expiration du marché public. En tout état de cause la durée d'exécution du bon de commande est limitée à 3 mois.

#### **8.4. Considérations sociales**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Le titulaire devra faire réaliser :

- 5% du montant global des prestations de maintenance par des PME\* (préciser nom société / nature des prestations / montant €HT / année);
- 20% du montant global des prestations de GER par des PME\* (préciser nom société / nature des prestations / montant €HT / année) ;

\*PME = CA < 50 M€ et Effectif < 250 personnes

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de CentraleSupelec pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

##### **✓ 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi.

##### **✓ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée. L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

En tout état de cause, le prestataire doit informer CentraleSupelec, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, il sera étudié avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

## **9. Obligations du titulaire**

---

### **9.1. Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

### **9.2. Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **9.3. Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

### **9.4. Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### **9.5. Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans

autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à CentraleSupélec toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **10. Constatation de l'exécution des prestations**

---

Les opérations de vérification et de constatation de l'exécution des prestations sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil

## **11. Pénalités**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des clauses de l'accord cadre, sans mise en demeure préalable pourvu que le fait générateur ait été constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le Titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation. Cependant il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables

Les pénalités sont calculées en jour calendaire, seront appliquées sur la facture et viendront en déduction sur la facture mensuelle suivant le mois d'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables.

En plus des pénalités imputables qui sont décrites dans l'annexe 3, les pénalités décrite ci-dessous sont également applicables pour les prestations relatives aux travaux.

### **11.1. Pénalités pour retard de remise d'un devis**

Le marché comprend l'étude et le suivi de travaux hors activités de maintenance « courante » (N2 à N5) conformément aux éléments décrits à l'article 3.2 CCTP.

Ces prestations sont formalisées sous la forme d'une demande de devis selon l'annexe 7 du CCTP (devis + planning TCE + réception avec levées de toutes les réserves). Le titulaire dispose d'un délai calendaire de 15 jours pour répondre à la demande de CentraleSupelec. A défaut, des pénalités de retard d'un montant de 50 euros par jour sont applicables jusqu'à la réception effective du document.

### **11.2. Pénalités pour retard d'exécution des travaux**

Pour les travaux décrits à l'article 3.2 du CCTP, l'annexe 7 indique le planning de l'opération et la date de réception estimée.

Des pénalités pour retard sont appliquées 7 jours calendaires après la date de réception estimée indiquée à l'annexe 18. Ces pénalités sont fixées à 50 euros par jour calendaire.

### **11.3. Pénalités pour non-respect de la politique sociétale**

Pour la politique sociétale décrite à l'article 5.2.1 du CCTP et 8.4 du présent document, le titulaire doit transmettre un bilan annuel. En cas de non transmission de ce bilan, une pénalité de retard de 50 euros par jour calendaire jusqu'à la réception du bilan complet sera appliquée.

Par ailleurs, des pénalités seront appliquées pour non-respect des considérations sociales. Le montant des pénalités est de 2000 euros pour chaque considération sociale non respectée à valoir sur la dernière mensualité du marché.

## **12. Remise du matériel en fin de contrat**

---

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché public, les matériels, équipements ou ouvrages en parfait état d'entretien et de fonctionnement conformément aux dispositions de l'article 2.2.15 du CCTP.

Le titulaire s'engage à assurer la communication de tous les plans, documents et instructions reçues, et, le cas échéant, l'autorisation au personnel du nouveau titulaire d'accéder aux installations avant expiration du marché public.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

En cas de dégradation de ces équipements (par exemple : badges, clefs...) faisant suite à une mauvaise utilisation, le titulaire prend en charge les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors usage.

En général, toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'une mauvaise utilisation par le titulaire ou d'un manquement du titulaire aux obligations du marché public, lui est retenue ou facturée.

Un mois avant l'expiration du marché public, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux de sortie et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien, est établi avec la présence éventuelle de tout expert désigné par CentraleSupelec.

Le titulaire dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Toute dépense pour la remise en état des équipements et des installations ou le remplacement des documents provenant d'un manquement du Titulaire aux obligations du présent contrat lui est retenue ou facturée.

Les dispositions du présent article sont également applicables en cas de résiliation



## 13. Prix du marché

### 13.1 Forme et caractéristiques des prix

Les prix du marché sont contenus dans l'offre financière du titulaire. Ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de mission des intervenants du candidat et les frais de participation à tous les déplacements nécessités par le marché, demandés par le pouvoir adjudicateur. Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions des pièces constitutives du marché.

Le présent marché est traité à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes (selon la décomposition du prix global et forfaitaire) et à prix unitaire pour les prestations ponctuelles listées au bordereau des prix unitaires (BPU) et sont appliquées aux quantités réellement exécutées et acceptées.

### 13.2 Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisés à la baisse, comme à la hausse, sur demande du titulaire, à la date anniversaire du marché. La révision concerne les prix des prestations récurrentes et les prix des prestations ponctuelles du BPU.

#### Formule de révision :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le titulaire a remis son offre soit la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ce prix est révisable annuellement à la date d'anniversaire du marché, selon la formule paramétrique :

$$P = P_0 \times [(0.80 \times ICHT-IME / ICHT-IME_0) + (0.20 \times FSD / FSD_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisés

P<sub>0</sub> = prix établis au mois M<sub>0</sub>

ICHT-IME = indice du coût de la main d'oeuvre des industries mécaniques et électriques, publié par l'INSEE (indice 001565183) ;

ICHT- IME<sub>0</sub> = valeur du même indice connue au mois d'établissement des prix M<sub>0</sub> de remise des offres ;

FSD = indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français CPF33.12 – réparation des machines et équipements mécaniques, publiée par l'INSEE (indice 010534754) ;

FSD<sub>0</sub> = valeur du même indice connue au mois d'établissement des prix M<sub>0</sub> de remise des offres.

Les nouveaux tarifs révisés à la hausse comme à la baisse devront être communiqués au service achats et marchés (achatsmarches@centralesupélec.fr) 30 jours avant la date de révision effective des tarifs du marché.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par CentraleSupélec.

**A défaut de communication des nouveaux tarifs révisés par le titulaire dans ces délais, les tarifs en cours seront maintenus. Les tarifs révisés seront validés par un écrit de CentraleSupélec (courrier ou mail).**

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'indice de remplacement publié ;
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

**Clause butoir** : Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire du marché. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

**Clause de sauvegarde** : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 3% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

## **14. Modalités de règlement**

---

### **14.1 Présentation des factures**

Les demandes de paiement sont communiquées par voie dématérialisée, via CHORUS PRO. Lorsqu'une facture sera transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise via le portail CHORUS PRO correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur ce portail. Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

- N° d'engagement juridique : numéro de bon de commande
- SIRET : 130 020 761 00016

Les factures sont établies portant, outre les mentions légales, mes indications ci-après :

- L'objet et le numéro ;
- Le numéro de bon de commande ;
- Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement
- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement
- La date d'exécution du marché
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures sont libellées à :

**CentraleSupélec**  
**Agence Comptable/Service facturier**  
**3rue Joliot Curie**  
**91190 Gif-sur-Yvette**

Pour la partie forfaitaire : Une commande annuelle sera passée.

Le paiement de la dernière facture du marché au titre du forfait est subordonné à la remise du rapport trimestriel de fin de période et du rapport de prise en charge contradictoire de l'état des lieux contradictoire

Pour la partie à bons de commande : Les prestations ponctuelles feront l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles demandés. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif.

Pour les prestations relevant des marchés subséquents, le Titulaire transmet à CentraleSupelec les factures après réalisation des prestations commandées sur la base du bon de commande notifié par CentraleSupelec.

### ***14.2 Délais de paiement***

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément à l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture à condition que le service fait soit certifié.

En cas de non-respect par l'acheteur public du délai de paiement, le titulaire du marché a droit au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 euros ainsi qu'à des intérêts moratoires dont le taux applicable est celui de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

Les relances peuvent être adressées à l'adresse suivante :  
compta.fournisseurs@centralesupelec.fr

### ***14.3 Avance***

Les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP sont applicables. L'option retenue est l'option B du CCAG-FCS.

Une avance peut être versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

La notification d'un marché subséquent par l'envoi d'un bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois ouvre droit au versement d'une avance un montant de 5% du montant TTC du bon de commande. A défaut de demande expresse dans le devis adressé à CentraleSupelec, le Titulaire est considéré comme renonçant au bénéfice de l'avance.

### ***14.4 Suspension, modification et reprise de la partie forfaitaire en cas de crise majeure***

En cas de difficultés d'exécution dues à une situation de crise majeure, le pouvoir adjudicateur peut suspendre totalement ou partiellement l'exécution des prestations forfaitaires prévues au marché.

A l'issue de la suspension, un avenant déterminera les modifications du marché éventuellement nécessaires, sa reprise à l'identique ou sa résiliation ainsi que les sommes dues au titulaire ou, le cas échéant, les sommes dues par ce dernier à l'acheteur.

## **15. Assurance**

---

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## **16. Pièces et attestations à fournir**

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire Procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques

## **17. Différends**

---

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 37 du CCAG FCS, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

## **18. Résiliation du marché**

---

Le présent marché peut être résilié à tout moment par le pouvoir adjudicateur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 32 du CCAG FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, CentraleSupelec peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
- Le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions du décret ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, CentraleSupelec se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du marché à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

### **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG FCS. Ainsi, il peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire, du marché résilié, doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de non-respect des stipulations prévues au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire

## **19. Règlement des litiges et langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20.: Dérogations au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services**

<b>Articles du CCAG –FCS auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCAP introduisant ces dérogations</b>
Article 3.6	Article 7.1
Article 11	Article 14
Article 37	Article 17
Article 42	Article 18